

L'Avenir de la RD Congo 50 ans après l'indépendance

■ Dr Paulin MANWELO, S.J.

Remarques préliminaires

Parler de l'Avenir de la RD Congo 50 ans après son indépendance peut aisément prêter à confusion. Il convient, de prime abord, de clarifier la perspective selon laquelle j'entends aborder cette question. En effet, mon propos ne relève pas d'une prophétie sur l'avenir de la RD Congo. Je n'entends pas me livrer ici à un exercice de prophétie. Notre société regorge de nombreux apprentis-sorciers, qui s'évertuent à dépeindre, en des termes clairs, l'avenir de l'humanité, en général, et celui de notre société congolaise, en particulier. Je n'ai nullement la prétention de me situer par rapport à ce débat, qui est souvent l'apanage des marchands de vent, parce que très souvent, en dernier ressort, leurs prédictions se révèlent être des canulars qui tournent leurs auteurs en dérision.

Mon propos s'inscrit dans une toute autre logique. Il tient à un débat scientifique où il s'agit plutôt d'examiner et de postuler les conditions idoines devant permettre à un pays comme le nôtre de bâtir un « pays plus beau » après ces premières 50 années d'indépendance. Moins qu'une prophétie, mon propos est davantage une analyse minutieuse et critique des facteurs, susceptibles de promouvoir un avenir dynamique et prospère pour notre pays.

Dès lors, la question que recèle le titre de mon exposé peut être formulée comme suit : 50 ans après l'indépendance, quels sont les facteurs qu'il convient de promouvoir pour faire de la RD Congo un pays digne et prospère ?

Telle est la question topique à laquelle je voudrais apporter quelques éléments de réponse. Pour ce faire,

■ Jésuite. Rédacteur en chef de *Congo-Afrique* et Collaborateur au CADICEC.
E-mail : manwelop@hotmail.com

j'examinerai, avant tout, les principales thèses qui existent déjà à ce sujet. Ensuite, à la lumière de cet examen, je proposerai quelques pistes de réflexion qu'il convient de prendre en compte si nous voulons réellement donner un souffle nouveau à notre pays 50 ans après son indépendance.

Cinq thèses classiques au sujet de l'avenir de la RD Congo

Il existe une abondante littérature sur l'avenir de la RD Congo. Plusieurs thèses ont été proposées. Nous pouvons les regrouper en cinq grandes catégories : la thèse politico-économique, la thèse de la priorité de l'éducation, la thèse du leadership, la thèse géopolitique et la thèse culturelle.

La thèse politico-économique, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui la thèse de la bonne gouvernance tant au niveau politique qu'au niveau économique. Depuis quelques années, la bonne gouvernance est devenue un thème à la mode. Partout, on nous parle de bonne gouvernance. Au Centre d'Etudes pour l'Action Sociale (CEPAS), les dernières Journées Sociales du CEPAS, qui ont eu lieu du 14 au 16 septembre 2009, étaient consacrées à la bonne gouvernance : « Bonne gouvernance et Refondation de l'Etat ». Dans le discours d'ouverture de ces Journées, le Directeur du CEPAS, le Père Ferdinand Muhigirwa, S.J., rappelle que la question de la bonne gouvernance avait déjà été examinée, à plusieurs reprises, par le CEPAS ⁽¹⁾.

La thèse de la bonne gouvernance sous-entend plusieurs choses : transparence et efficacité dans la gestion de la chose publique ; application des principes d'un Etat de droit (liberté d'expression, d'opinion, etc.) ; réforme de l'Administration et des entreprises publiques ; bon climat des investissements ; lutte contre la corruption ; «tolérance zéro», etc.

La bonne gouvernance est ainsi considérée comme la panacée par excellence : la condition *sine qua non* d'un Congo « plus beau qu'avant ». C'est dans cette perspective que le gouvernement de notre pays envisage l'avenir du pays. Le Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) de la RD Congo

- (¹) - Décembre 2006 : une étude intitulée « Bonne gouvernance et ressources naturelles et minières de la RD Congo » (fruit d'un atelier national de la société civile) ;
- Février-Mars 2006 : « Elections et bonne gouvernance en R.D.C. : avec quels dirigeants et quel projet de société ? » (Numéro spécial de *Congo-Afrique*, n° 402-403) ;
- Septembre 2007 : « Rapport Lutundula et le contrat de gouvernance du Programme du Gouvernement de la R.D.C. » (Numéro spécial de *Congo-Afrique*, n° 417) ;
- Mars 2008 : « Bonne gouvernance » (Numéro spécial de *Congo-Afrique*, n° 423).

définit les cinq axes ci-après comme stratégies pour un meilleur avenir :

- la gouvernance politique, pour la consolidation du cadre démocratique;
- la gouvernance administrative, pour la mise en œuvre de la réforme de l'Administration publique;
- la gouvernance sécuritaire et judiciaire, pour le renforcement de la sécurité humaine et la mise en œuvre de la réforme judiciaire ;
- la gouvernance économique, pour l'amélioration de la planification et de la gestion économique;
- la gouvernance locale, pour la mise en œuvre de la décentralisation ainsi que l'appui au développement provincial et local ⁽²⁾.

La thèse de la priorité de l'éducation, ainsi que l'indique son intitulé, considère l'éducation comme le facteur primordial qu'il faut promouvoir pour reconstruire notre pays et le rendre « plus beau qu'avant ». Les appels pour accorder une importance de premier plan à l'éducation ne manquent pas. Des cris d'alarme sont lancés ça et là dans le pays. De nombreuses études existent à ce sujet. Les Etats généraux de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) avaient proclamé l'éducation, « priorité des priorités » et « l'éducation pour tous », comme « l'outil par excellence » pour sortir notre pays du sous-développement. Car, « une société sans école est une société sans avenir » ⁽³⁾. Le R.P. Martin Ekwa bis Isal, S.J., que d'aucuns considèrent, à juste titre, comme « une personnalité faisant autorité dans le domaine de l'éducation (dans notre pays) » ⁽⁴⁾, souligne l'importance de l'éducation, en ces termes :

Il n'y aura jamais de développement sans école, sans une éducation de qualité de ceux qui devront le réaliser. Il n'y aura jamais de développement sans recherche scientifique. Il n'y aura jamais de développement aussi longtemps que des cerveaux formés continueront à s'exiler du pays, parce que celui-ci ne peut leur offrir le bien-être, l'hospitalité et la liberté que leur proposent les autres nations pour leur propre développement. Il n'y aura jamais de développement quand les jeunes, rebelles à tout effort dans les études, croient que les

⁽²⁾ Voir Pierre AKELE Adau, « Défis de la gouvernance et de la décentralisation en RD Congo », in *Congo-Afrique* (novembre 2009) n° 439, p. 702.

⁽³⁾ Martin EKWA bis Isal, *L'Ecole trahie*, Kinshasa, Editions Cadicec, 2004, p. 106.

⁽⁴⁾ Mgr Laurent MONSENGWO Pasinya, « Préface », in Martin EKWA bis Isal, *L'Ecole trahie*, p. 8.

(⁵) Martin EKWA bis Isal, *L'Ecole trahie*, Kinshasa, Editions Cadicec, 2004, p. 106 (c'est nous qui soulignons).

(⁶) Voir notamment BA ENGE Bolya, *L'Afrique en Kimono. Repenser le développement*, Paris, Editions Nouvelles du Sud, 1991 ; Paulin MANWELO, « Chassez le culturel, il revient toujours au galop », in *Culture africaine, démocratie et développement durable. Actes des Journées Philosophiques de la Faculté de Philosophie St Pierre Canisius de Kimwenza*, 16-19 mars 2005 ; Jean-Paul YAWIDI Mayinzambi, *Procès de la société congolaise*, Kinshasa/Wavre-Bruxelles, Editions Mabiki, Janvier, 2008 ; Kä MANA, *L'Afrique, Notre Projet...* Dans le même ordre d'idées, on peut également lire des auteurs non-congolais, tels qu'Axelle KABOU, *Et si l'Afrique refusait le développement?*, Paris, L'Harmattan, 1991; Daniel Etounga-Manguelle, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* Paris, Editions Nouvelles du Sud, 1991.

(⁷) MABIKA KALANDA, *La Remise en question. Base de la décolonisation mentale*, Mbuji-Mayi, le 26 novembre 1965.

(⁸) Voir Paulin MANWELO, « Le procès de la mentalité congolaise dans l'oeuvre de Mabika Kalanda », in *Congo-Afrique* (janvier 2010) n° 441, p. 54.

résultats s'achètent par tous les moyens, même au pris de leur dignité avilie » (⁵).

La thèse culturelle est ce qu'on appelle communément le changement des mentalités. Le slogan ici est bien connu : la RD Congo ne prendra son plus bel élan que si les Congolais changent de comportements ; s'ils adoptent une culture qui promeut des valeurs d'honnêteté, de respect du bien commun, d'assiduité au travail bien fait ; de justice, etc. Ici, également, de nombreuses études ont été consacrées à ce thème (⁶). Dans la littérature congolaise, on trouve une belle formulation de cette thèse dans l'ouvrage de Mabika Kalanda, *La Remise en question. Base de la décolonisation mentale*, publié en 1965(⁷). Voici en quels termes, Mabika Kalanda convie, particulièrement la jeunesse congolaise et africaine, à opérer un changement des mentalités :

A défaut de parvenir à cette véritable révolution (des mentalités pusillanimes et surannées), il n'y aurait pas de salut pour l'Afrique et pour l'Africain. Comme à l'époque coloniale, le nègre risque de continuer à demeurer un être médiocre, instinctif, émotif, corruptible, mendiant, haineux et rancunier (parce que « les autres » ne lui ont pas prodigué de dons et de cadeaux dont il est friand).

Continuer dans cette voie-là, c'est demeurer trop longtemps encore colonisable et bon pour des travaux d'exécution, mais impropre à construire individuellement et collectivement une civilisation digne de respect et de grandeur. Nous pensons donc que la lutte contre cette vieille Afrique-là vaut la peine d'être menée. La gagner, c'est accéder à la vraie indépendance et à la dignité. La négliger ou la perdre, c'est rester esclaves, avec tout ce que cela implique. Le dernier mot ne peut être qu'aux nouvelles générations congolaises et africaines (⁸).

La thèse du leadership est celle qui affirme la nécessité d'avoir à la tête du pays des personnes douées de capacités exceptionnelles dans la gestion des hommes et de la chose publique. L'avenir de la RD Congo, affirme-t-on, dépend essentiellement de dirigeants qui, non seulement sont honnêtes et efficaces, mais aussi possèdent une vision de la société qui puisse mobiliser la

population tout entière. Il y a plus. La thèse du leadership recèle une affirmation solennelle à propos de l'avenir de la R.D.Congo: le sort de la RD Congo ne dépend pas des Congolais; mais plutôt du «cosmos». Voici comment le professeur Kalele formule cette vision de l'avenir de la RD Congo, dans une interview accordée au Journal *Le Potentiel* :

... quand on décortique l'histoire mondiale, Dieu ne laisse jamais un peuple éternellement. Il arrive toujours, à un moment donné, qu'on suscite quelqu'un dans ce peuple qui conduit celui-ci à la libération.

A travers l'histoire, comme le démontre l'ouvrage intitulé « Ces orphelins qui nous dirigent », les gens qui ont fait l'histoire de leurs pays ont eu une jeunesse très compliquée. Ils sont soit orphelins de père ou de mère, ou de deux à la fois, à leur jeune âge. Ou encore, soit ils sont issus des parents pauvres. Prenez même le cas de Jésus-Christ. Il est né dans des conditions lamentables. Donc, à un moment donné, vient toujours quelqu'un qui a une mission et qui arrive au bout de cette dernière... C'est le fonctionnement du cosmos. Dans les années 20, nous avons eu Simon Kimbangu. Quel niveau d'instruction avait-il ? Il n'était même pas chaussé. C'est plus tard, quarante ans après, que surgit Lumumba, semi-lettré. C'est plus tard que surgit d'abord Etienne Tshisekedi, intellectuel universitaire et juriste. Son charisme ne lui vient pas de l'université, parce qu'il y en a qui ont fait l'université ailleurs et n'ont pas le même charisme et la même combativité. Après lui, Laurent-Désiré Kabila est venu. Qui l'attendait encore ? Je crois qu'après Laurent-Désiré Kabila, nous aurons quelqu'un d'autre parce qu'il y a cet appel-là. Et le même cosmos se chargera d'assurer sa protection ⁽⁹⁾.

Toutes les thèses qui précèdent sont essentiellement des thèses *ad intra* ; c'est-à-dire, des arguments qui mettent l'accent sur des facteurs endogènes devant assurer un meilleur avenir de la RD Congo. La thèse de la géopolitique représente plutôt un argument *ad extra*. Elle met l'accent sur des facteurs exogènes qu'il faut prendre en compte pour l'avenir de la RD Congo. De manière générale, la thèse géopolitique met en exergue deux grandes dynamiques : la dynamique régionale et la dynamique internationale. Ainsi, d'un côté, l'on affirme que l'avenir de la RD Congo dépend de ses relations avec les pays voisins, surtout dans la partie Est du pays. Le

(9) Voir Professeur KALELE, «La RDC va commémorer le cinquantième anniversaire de la perte de son indépendance», in *Le Potentiel*, n° 4836 (29 janvier 2010), p. 9.

Congo ne sera jamais en paix tant qu'on n'arrivera pas à résoudre les problèmes de sécurité commune avec les pays voisins, notamment les pays de la région des Grands-Lacs, ainsi que les problèmes des groupes rebelles. De l'autre côté, l'on soutient qu'étant donné l'importance géostratégique de la RD Congo et surtout ses considérables ressources naturelles, les grandes puissances de ce monde garderont toujours un intérêt croissant sur l'avenir de la RD Congo. Dès lors, de bonnes relations avec ces «Maîtres» du monde s'avèrent nécessaires pour que la paix règne en RD Congo.

Les négociations laborieuses entre le gouvernement de la RD Congo et les Institutions de Bretton Woods, le FMI et la Banque Mondiale, et le débat en cours sur le départ de la MONUC peuvent bien être compris à la lumière de cette géopolitique internationale. Il faut ajouter à cette donne géopolitique, l'entrée en jeu dans l'équation congolaise d'un acteur de taille, à savoir : la Chine dont beaucoup de pays africains espèrent désormais le « salut ».

Face à cette panoplie des thèses qui sont proposées, la question est : quelle thèse faut-il adopter si nous voulons envisager un meilleur avenir pour la RD Congo ?

Avant de répondre à cette question, il convient d'abord de montrer les limites de chaque thèse et proposer alors des pistes de solution pour l'avenir de la RD Congo.

Limites et faiblesses des thèses proposées

La thèse politico-économique ou la thèse de la bonne gouvernance est, en soi, une thèse très ancienne. Elle remonte à Aristote qui, déjà dans sa *Politique*, affirme que l'avenir d'une nation dépend principalement de l'efficacité dans la gestion des institutions politiques et économiques que l'on met en place. Le mérite de cette thèse, c'est qu'elle entend promouvoir une éthique de l'efficacité des institutions politiques, économiques et sociales.

Cependant, le problème de cette thèse réside dans le fait qu'elle tend à être une thèse essentiellement institutionnelle. L'accent est mis sur la réforme des institutions : séparation des pouvoirs (Parlement, Exécutif, Judiciaire), traçabilité des transactions économiques, signature en bonne et due forme des contrats miniers, établissement des règles claires des élections, etc. On peut, en effet, espérer que le processus institutionnel peut arriver à changer les mentalités. Mais, cela n'est pas toujours évident.

La thèse de la bonne gouvernance tend ainsi à oublier ce que propose la thèse culturelle comme priorité, à savoir : le changement des mentalités. Il est un fait que l'on peut avoir de bonnes institutions économiques et démocratiques (Parlement, Sénat) ; mais, si les animateurs de ces institutions sont mus par la cupidité et la recherche effrénée du gain facile, il va de soi que le pays va continuer à sombrer dans le chaos et l'anarchie. C'est ici que réside sans doute le paradoxe tragique qui caractérise notre pays : d'une part, nous avons des institutions politiques et économiques modernes, mais, d'autre part, nous

assistons à l'inefficacité de ces institutions, engendrant un désordre social à tous les niveaux.

Le discours de la bonne gouvernance peut donc être un discours hypocrite ; un opium pour le peuple ; un discours de façade pour plaire à ceux qui financent les activités économiques et politiques de la R.D.Congo. A ce titre, un tel discours n'est pas un discours congolais, car le destinataire de ce discours est l'étranger et non le Congolais en tant que tel.

Voilà pourquoi, il faut aller au-delà du discours de la bonne gouvernance, qui a souvent des accents de la politique politicienne plutôt qu'un vrai programme pour l'avenir du pays. Mais, que l'on me comprenne bien : aller au-delà d'une telle approche ne signifie nullement ignorer les aspects positifs que recèle le thème de la bonne gouvernance. Il s'agit plutôt de porter davantage notre attention sur le véritable lieu, qui constituera le déclencheur d'un vrai changement pour un avenir meilleur pour notre pays.

La thèse de la priorité de l'éducation est une thèse importante pour l'avenir de notre pays. Aucun pays ne peut se développer sans un sérieux investissement dans l'éducation. Mais, la question de la priorité de l'éducation est-elle bien posée ? Je suis tenté de répondre par la négative eu égard au contexte actuel de la RD Congo.

En effet, s'il est vrai que l'éducation doit être, de tout temps, la priorité des priorités, dans tout pays, y compris en RD Congo, est-il vrai qu'étant donné la situation actuelle du Congo où tout est à reconstruire, l'éducation doit être considérée comme la première priorité pour reconstruire ce pays ? A vrai dire, l'équation pour résoudre la crise congolaise doit aller au-delà de simples appels à réformer le système éducatif du pays. Dans un contexte de crise où le fonctionnement de l'éducation dépend d'autres facteurs, la thèse de la priorité de l'éducation peut laisser dans l'ombre les vraies questions sur lesquelles dépend l'avenir du pays, y compris l'avenir de l'éducation.

La réalité est éloquente à ce niveau : malgré les multiples appels à accorder une importance primordiale à l'éducation dans notre pays et malgré la conscience quasi unanime de l'importance de l'éducation dans le développement du pays, l'éducation reste toujours marginalisée dans les programmes sociaux mis en place par les gouvernements successifs depuis trois décennies ⁽¹⁰⁾.

⁽¹⁰⁾ Cf. Budget très mince alloué à l'éducation depuis les années 1990.

C'est dire que les vraies questions pour l'avenir de ce pays ne résident pas dans l'éducation, mais ailleurs. Comme dans l'analyse de la thèse précédente, il s'agit de « déconstruire » cet « ailleurs » pour mieux envisager un meilleur avenir de notre pays. Tant que nos analyses restent sur les symptômes, nous continuerons à nous complaire dans des lamentations stériles qui, au bout du compte, n'apporteront pas de changements escomptés. L'éducation ne sera la priorité des priorités que si certaines conditions de fonctionnement d'un Etat normal sont remplies.

La thèse du leadership affirme que l'avenir de la R D Congo dépend d'un leader charismatique, visionnaire, et mobilisateur pour défendre la souveraineté nationale et les intérêts du peuple congolais. Cette thèse plonge ses racines dans la pensée hégélienne qui croit que l'histoire humaine se fait et se défait grâce à la force charismatique de certaines personnes qui, à un moment de l'histoire, sont capables de transformer le cours de l'histoire. Ceux qui souscrivent à cette thèse pensent donc que l'avenir d'un Congo radieux dépend d'un tel homme dont la venue se fait encore attendre.

L'ennui avec une telle thèse, c'est qu'elle pousse à l'attentisme et à l'inaction dans la mesure où les autres personnes sont considérées comme devant jouer des rôles subsidiaires, secondaires dans la reconstruction de l'Etat. La thèse du leadership d'un seul ou la thèse d'un « sauveur » ou de « l'homme providentiel » est, en définitive, une thèse paresseuse ; elle n'est pas une thèse mobilisatrice ; révolutionnaire. Quand bien même le leadership d'un individu serait important dans la gestion d'un Etat, il serait malheureux de fonder l'avenir d'un pays sur les qualités d'un seul individu. Une telle perspective relève uniquement du divin et non de l'humain. L'expérience humaine démontre à suffisance que le gouvernement d'un seul conduit, tôt ou tard, à des dérives totalitaires.

Dans le même ordre d'idées, certains vont jusqu'à proposer ce qu'ils appellent « une petite dictature » ou une « dictature modérée » pour assurer un meilleur avenir à la RD Congo. Et pourtant, ici aussi, l'expérience humaine nous apprend qu'une dictature, qu'elle soit « petite » ou « grande » reste, par essence, une dictature et partant, un régime qui, au fil des années, brime les libertés et détruit l'humanité. Ainsi, comme les thèses précédentes, la thèse du leadership mérite également d'être revisitée et resituée dans le cadre d'une analyse qui va en profondeur pour chercher les vraies causes du délabrement de notre société.

La thèse de la géopolitique postule comme facteurs devant assurer l'avenir de la RD Congo la stabilité et la paix avec les pays voisins, plus précisément les pays de la région des Grands-Lacs, d'une part, et d'autre part, les bonnes relations avec certains pays de l'Occident et de l'Amérique, qui exercent une influence séculaire sur notre pays, notamment la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Cette thèse tient à deux arguments : l'argument sécuritaire et l'argument économique. L'argument sécuritaire concerne la paix avec les pays voisins, (Rwanda, Burundi, Ouganda, Angola, Soudan, Congo-Brazzaville, etc.). La RD Congo ne deviendra jamais une nation stable et en paix tant qu'il n'y a pas de relations de bonne entente et de coopération avec les pays voisins. L'argument économique renvoie aux besoins d'investissements massifs pour développer l'économie et ainsi assurer le développement du pays. Le fameux contrat léonin entre la RD Congo et la Chine en est un exemple éloquent. L'apport des capitaux extérieurs est considéré comme une nécessité pour assurer un meilleur avenir à notre pays. C'est dans ce contexte qu'il faut également situer le débat actuel sur le fameux point d'achèvement que d'aucuns n'hésitent pas à présenter comme une « voie de salut » pour la RD Congo.

S'il faut compter sur l'apport des capitaux extérieurs pour développer notre pays, il faut cependant déplorer une vision de l'avenir qui ne mise que sur cet apport extérieur. Hier, c'était les pays européens, la Belgique ou la France, que l'on considérait comme des « sauveurs » pour notre pays. Aujourd'hui, c'est la Chine. Qu'est-ce qui nous garantit que cette fois ça ira mieux ? Est-il possible de réussir dans tout ce processus lorsque nous restons comme des spectateurs et que les Chinois font le travail à notre place ? Hier, on nous parlait d'ajustement structurel en nous promettant monts et merveilles. Aujourd'hui, on nous parle du point d'achèvement. Qu'est-ce qui nous garantit que demain ça ira mieux ?

En ce qui concerne la paix avec les pays voisins, surtout dans la région des Grands-Lacs, à qui incombe la faute si nous avons des frontières poreuses ? Qui doit-on blâmer si notre armée est incapable d'assurer la sécurité de nos frontières et surtout la sécurité de la population ?

La primauté du culturel

Ces interrogations m'amènent à examiner, en dernier lieu, la thèse culturelle qui, à mon humble avis, représente la thèse cardinale à considérer si nous voulons bâtir un avenir meilleur après 50 ans d'indépendance.

La thèse culturelle est celle qui postule que l'avenir de la RD Congo dépend fondamentalement de la promotion d'une éthique nouvelle dans le chef des comportements de *tous* les Congolais. Ce qui change un peuple, ce qui le rend meilleur, ce ne sont ni les institutions économique-politiques (thèse politico-économique), ni le pouvoir magique ou charismatique d'un leader (thèse du leadership), encore moins les capitaux étrangers (thèse de la géopolitique). Un peuple devient meilleur lorsqu'il sait s'assumer seul en cultivant inlassablement des valeurs de travail assidu, de respect mutuel, de respect du bien commun ; bref, toutes ces valeurs qui assurent la dignité, le respect de l'homme dans la société et, partant, la grandeur d'un peuple.

(¹¹) A l e x i s d e
T O C Q U E V I L L E,
*De la démocratie en
Amérique* (I&II), Paris,
Gallimard, 1961.

Je m'en remets ici à la découverte fondamentale d'Alexis de Tocqueville sur la grandeur et la puissance de la démocratie en Amérique (¹¹). En effet, au chapitre neuvième du premier volume de ses deux tomes qu'il consacre à la démocratie en Amérique, de Tocqueville analyse les causes principales qui sont à la base du succès d'un Etat démocratique, en l'occurrence, l'Amérique. Il distingue trois causes qui peuvent être à la base de la puissance américaine : d'abord, la situation géographique, ensuite, les lois, et enfin, les habitudes et les mœurs. Sa conclusion sur la cause principale qui conduit à la prospérité matérielle et au succès des institutions démocratiques est ce qu'il considère comme « *une vérité commune à laquelle l'étude et l'expérience humaine nous ramènent sans cesse* ». Il stipule :

J'ai dit qu'il fallait attribuer le maintien des institutions démocratiques des Etats-Unis aux circonstances (causes physiques ou géographiques), aux lois et aux mœurs.

... Les causes physiques n'influent (donc) pas autant qu'on le suppose sur la destinée des nations (...)

Les lois américaines sont (donc) bonnes, et il faut leur attribuer une grande part dans le succès qu'obtient en Amérique le gouvernement de la démocratie ; mais, je ne pense pas qu'elles en soient la cause principale. Et si elles me paraissent avoir plus d'influence sur le bonheur social des Américains que la nature même du pays, d'un autre côté j'aperçois des raisons de croire qu'elles en exercent moins que les mœurs.

Les lois fédérales forment assurément la portion la plus importante de la législation des Etats-Unis.

Le Mexique, qui est aussi heureusement situé que l'Union anglo-américaine, s'est approprié ces mêmes lois, et il ne peut s'habituer au gouvernement de la démocratie.

Il y a donc une raison indépendante des causes physiques et des lois, qui fait que la démocratie peut gouverner les Etats-Unis (...).

Je suis convaincu que la situation la plus heureuse et les meilleures lois ne peuvent maintenir une Constitution en dépit des mœurs, tandis que celles-ci tirent encore parti des positions les plus défavorables et des plus mauvaises lois. L'importance des mœurs est une vérité commune à laquelle l'étude et l'expérience ramènent sans cesse.

Il me semble que je la trouve placée dans mon esprit comme un point central ; je l'aperçois au bout de toutes mes idées.

Je n'ai plus qu'un mot à dire à ce sujet.

Si je ne suis point parvenu à faire sentir au lecteur dans le cours de cet ouvrage l'importance que j'attribuais à l'expérience pratique des Américains, à leurs habitudes, à leurs opinions, en un mot, à leurs mœurs, dans le maintien de leurs lois, j'ai manqué le but principal que je me proposais en l'écrivant ⁽¹²⁾.

Dans la foulée de ses analyses sur les « causes principales qui tendent à maintenir la République Démocratique aux Etats-Unis », de Tocqueville fait une distinction importante entre ce qu'il appelle les « causes principales » et les « causes accidentelles ou providentielles ». Celles-ci ont trait à la position géographique d'un pays, à ses richesses naturelles, au climat, bref, à « la situation particulière et accidentelle dans laquelle la Providence (place un peuple donné) » ⁽¹³⁾, tandis que celles-là relèvent de l'initiative et de l'ingéniosité de l'homme. Et dans cette catégorie, figurent les lois et les mœurs. C'est à la lumière de cette distinction que de Tocqueville conclut que parmi toutes les causes ainsi spécifiées, les *mœurs* ⁽¹⁴⁾ sont l'une des grandes causes générales auxquelles on peut attribuer la prospérité des institutions démocratiques aux Etats-Unis.

L'on ne ferait certainement pas fausse route en appliquant, *mutatis mutandis*, cette découverte de de Tocqueville sur le dynamisme et la prospérité de la démocratie américaine à d'autres cas, notamment le cas de la RD Congo ⁽¹⁵⁾. Comme Alexis de Tocqueville, je voudrais demander, en me référant particulièrement à l'avenir de la RD Congo, sans chauvinisme ni aveuglement face aux excroissances de la culture américaine : d'où naissent donc les différences entre les nations ? Pourquoi en Amérique, « le gouvernement républicain se montre-t-il fort et régulier, et procède-t-il avec maturité et lenteur ? Quelle cause imprime à tous ses actes un caractère de sagesse et de durée ? » Et pourquoi, au contraire, En RD Congo, « les pouvoirs de la société semblent marcher au hasard ? » Pourquoi, règne-t-il, en RD Congo, « dans le mouvement des affaires, quelque chose de désordonné,

⁽¹²⁾ Alexis de TOCQUEVILLE, op.cit., pp. 451-456 (c'est nous qui soulignons).

⁽¹³⁾ Ibidem, p. 411.

⁽¹⁴⁾ de Tocqueville entend par « l'expression de *mœurs* dans le sens qu'attachaient les anciens au mot *mores*, non seulement (...) les habitudes du cœur, mais (aussi) les différentes notions que possèdent les hommes, (les) diverses opinions qui ont cours au milieu d'eux, et (...) l'ensemble des idées dont se forment les habitudes de l'esprit ». « Je comprends donc, poursuit-il, sous ce mot, tout l'état moral et intellectuel d'un peuple », Ibid., p. 426. Et dans un autre passage, il écrit encore ceci : « Je rappelle ici au lecteur le sens général dans lequel je prends le mot *mœurs* ; j'entends par ce mot l'ensemble des dispositions intellectuelles et morales que les hommes apportent dans l'état de société. » Ibid., p. 451.

⁽¹⁵⁾ Le cas de l'Allemagne et du Japon qui n'ont pas de « causes physiques » considérables, mais qui figurent parmi les nations les plus prospères de la planète, peut également nous interpeller.

de passionné, on pourrait presque dire de fébrile, qui n'annonce point un long avenir ? » « Tous les arguments tirés de la nature du pays et de la différence des lois me manquent en même temps. Il faut recourir à quelque autre cause ; et cette cause, où la découvrirai-je, sinon dans les *mœurs* ? ⁽¹⁶⁾ ».

(¹⁶) Ibid., p. 454 (c'est nous qui soulignons).

En guise de conclusion

A la lumière de ce qui précède, il y a fort à parier que l'avenir de la RD Congo 50 ans après son indépendance dépend essentiellement de la capacité du peuple congolais à créer de nouvelles « mœurs » qui, d'une part, nous aideront à fructifier au centuple « la situation particulière et accidentelle dans laquelle la Providence a placé notre pays », et d'autre part, contribueront à l'efficacité et à la prospérité des lois et institutions démocratiques que nous nous donnerons. Pour atteindre ce double objectif, il ne faut pas agir de manière isolée. De simples slogans ne suffiront pas non plus à transformer nos mœurs fébriles et délétères.

Ce qu'il faut pour « sauver le Congo », c'est sans doute un « sixième chantier » sur le changement de nos mœurs et habitudes. Tous les autres chantiers déjà proposés seront voués à l'échec tant que ce sixième chantier ne fera pas l'objet d'un programme vaste et ferme de notre gouvernement.

Pour bâtir un avenir radieux pour notre pays, ne mettons pas la charrue avant le boeuf.

Paulin MANWELO, S.J.